

« TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS » (Karl Marx)

Lutte ouvrière

Île de La Réunion

Bi-mensuel de Lutte ouvrière N° 129 UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Supplément au journal Lutte ouvrière N° 2821 - Prix : 1€

*Éditorial de
Nathalie Arthaud*

**Ne pas accepter de se
sacrifier pour un
système de plus en
plus fou**

Guerres, incendies, vie chère

**Magasins Run
Market : 750 emplois
en sursis** *Page 5*

**La rentrée de Macron:
les professionnels de la
lutte de classe** *Page 8*

**Usine de Bois Rouge :
les ouvriers en grève** *Page 9*

Grande-Bretagne

**La vague de grèves
prend de l'ampleur** *Page 10*

Mayotte

**Darmanin se vautre
dans la surenchère
sécuritaire et
xénophobe** *Pages 11*



Ne pas accepter de se sacrifier pour un système de plus en plus fou

Rebondissements et menaces d'emballage de la guerre en Ukraine ; jeu de poker menteur autour de la centrale nucléaire de Zaporijja ; canicule, incendies, sécheresse et orages dévastateurs ; flambée des prix... loin d'être la parenthèse enchantée, la période estivale n'a cessé de nous rappeler les périls qui nous guettent.

Chacune de ces catastrophes atteste de la faillite de la classe dirigeante : les capitalistes qui dominent l'économie et les politiciens à leur service sont incapables d'assurer un avenir viable à l'économie et à la société. Il ne s'agit pas d'incompétence ni même d'une question morale.

Bien sûr, la cupidité et l'individualisme de la grande bourgeoisie sont révoltants. Les milliardaires Arnault et Bolloré ont mérité le scandale autour de l'utilisation des jets privés. Alors que la population est appelée à la sobriété énergétique, le jet de Monsieur Bolloré a émis autant de CO2 en un jour qu'un automobiliste en dix ans ! Mais la capacité de nuisance des capitalistes se situe à un tout autre niveau.

On peut reprocher au PDG de TotalEnergies, Patrick Pouyanné, de multiplier les vols en jet privé et d'avoir doublé son salaire, alors même qu'il a appelé la population à réduire sa consommation d'énergie dans une tribune publiée dans la presse en juin dernier. Mais c'est en dirigeant Total selon les règles capitalistes, c'est-à-dire en faisant passer les profits avant les hommes et la préservation de l'environnement, qu'il fait le plus de dégâts.

Ce ne sont donc pas seulement les jets privés qu'il faudrait interdire mais aussi le droit d'une minorité de capitalistes d'exploiter la majorité de la population et de mettre la planète en coupe réglée.

La grande bourgeoisie et ses politiciens ne peuvent pas organiser harmonieusement la vie sociale parce que le système qui les enrichit et qu'ils défendent bec et ongles consiste à exploiter les hommes et la nature, jusqu'à leur extrême limite, et parfois jusqu'à leur destruction.

Les crises économiques que nous subissons, la spéculation et l'envolée de certains prix sont les fruits de la recherche effrénée du profit par une minorité de capitalistes. Les guerres sont le prolongement de la concurrence folle à laquelle se livrent les grands groupes et les États à leur service. Les inégalités, les déséquilibres et les conflits entre pays et au sein de chacun d'eux sont en permanence alimentés par l'exploitation, la domination du grand capital et l'impérialisme.

Tant que ce système perdurera et que la grande bourgeoisie dominera, nous serons condamnés aux crises et aux guerres, et c'est avec notre peau que nous les paierons.

Vendredi dernier, dans un discours martial à Bormes-les-Mimosas, Macron a insisté sur les menaces que fait planer la guerre en Ukraine, « une guerre qui tonne à nos portes ». Il a solennellement appelé la population à « accepter de payer le prix de notre liberté et de nos valeurs ». En clair, il nous promet du sang et des larmes.

Ce ne sont pas des mots en l'air. Le monde change... en pire. Plus les crises s'aggravent et se cumulent, plus les attaques contre le monde du travail sont brutales. Car si les dirigeants sont impuissants à juguler les crises, il est en leur pouvoir de les faire payer aux travailleurs.

Alors, en cette rentrée, il faut s'attendre à une offensive tous azimuts contre le monde du travail. La hausse des prix, alors que ni les salaires ni les retraites n'augmentent dans la même proportion, est déjà une attaque d'ampleur contre les classes populaires. Parler de « sobriété énergétique » est d'ailleurs déplacé quand des millions de familles populaires en sont à se priver pour se nourrir ou n'ont pas assez d'argent pour avoir une voiture ou un logement correct.

Macron a aussi annoncé un recul de l'âge de départ à la retraite et une nouvelle réduction des droits au chômage.

Il ne faut pas accepter ces nouveaux sacrifices. Les travailleurs devraient se priver et laisser la grande bourgeoisie profiter de la crise et même l'alimenter en provoquant les pénuries et des guerres ?

C'est en nous battant pour que la société réponde aux besoins des travailleurs que l'on trouvera le chemin pour maîtriser l'économie et en finir avec les fléaux qui compromettent l'avenir de l'humanité.

La série de grèves très suivies dans une Grande-Bretagne qui n'avait plus connu de mouvements d'ampleur depuis des décennies montre la puissance des travailleurs s'ils renouent avec la force des luttes collectives. En cette rentrée, inspirons-nous de cette combativité retrouvée !

Nathalie Arthaud

Rentrée des classes : les ministres passent, les moyens trépassent

Cette rentrée des classes marque une nouvelle dégradation avec pas moins de 4000 postes de professeurs non pourvus. Il en manque des professeurs, en primaire mais aussi dans de nombreuses matières du secondaire comme les mathématiques ou l'allemand.

Le ministre de l'Éducation Pap Ndiaye s'est voulu rassurant : « il y aura un professeur devant chaque classe ». Même si c'est bien le cas, ce sera en recrutant au dernier moment des professeurs contractuels avec des salaires moindres. Ce sont les en-

fants, en particulier des milieux populaires, qui pâtissent de cette im-
provisation et de cette politique
d'économies. À Saint-Denis en Ré-
gion parisienne, des parents dé-
noncent depuis des années, le fait que
leurs enfants perdent en moyenne un
an de scolarité à cause des heures de
cours non-assurées faute d'ensei-
gnants remplaçants en nombre suffi-
sant.

On retrouve ce manque de per-
sonnel à tous les niveaux jusqu'au
ramassage scolaire qui risque de ne
pas être effectué dans bien des en-

droits faute de conducteurs. Des
milliers d'enfants handicapés seront
aussi privés d'école, faute d'accom-
pagnants, avec des conséquences
dramatiques pour eux et leurs fa-
milles.

Difficile pour le gouvernement de
plaider l'imprévisibilité comme avec
les phénomènes météorologiques : le
nombre d'élèves est connu bien à
l'avance.

Cette société qui ne jure que par le
profit, est incapable d'assurer une
éducation convenable à la jeunesse
populaire.

Allocation de rentrée scolaire : toujours le même mépris

**Le versement de l'allocation de
rentrée scolaire suscite chaque an-
née la même démagogie nauséa-
bonde sur le mauvais usage qui en
serait fait par des familles.**

Des députés républicains ont dé-
posé une proposition de loi afin
qu'elle soit versée en bons d'achat
qui ne permettraient d'acheter que
des fournitures scolaires ou des vête-
ments pour la rentrée. Ils n'ont fait
que recopier la proposition faite l'an
dernier par une députée Modem,
membre de la majorité présidentielle,
et par d'autres avant elle-même re-
layant la démagogie de Macron
contre les pauvres, qui les accusait de
coûter « un pognon de dingue ».

Ces gens qui, aux commandes de
la société, la conduisent de crise en
crise, accusent les familles populaires
de ne pas savoir gérer leur budget. Et
de décider qui doit choisir entre la
facture d'EDF et la fourniture sco-
laire.

Ce qui est indigne, ce n'est pas
l'usage que font les travailleurs des
aumônes gouvernementales. Mais le
fait que produisant toutes les ri-
chesses, ils soient privés de salaires
permettant de vivre dignement.



01

PROCHAINES RENCONTRES AVEC LES MILITANTS DE LUTTE OUVRIÈRE

**MARCHÉ DE SAINT-ANDRÉ
VENDREDI 26 AOÛT de 8H30 à 10H00**

**MARCHÉ DE SAINT-BENOÎT
SAMEDI 27 AOÛT de 8H30 à 10H00**

**MARCHÉ DU CHAUDRON
DIMANCHE 28 AOÛT de 8H30 à 10H00**

**MARCHÉ DE SAINT-PIERRE
SAMEDI 10 SEPTEMBRE de 8H30 à 10H00**

Les jeunes, sans emplois ou exploités, victimes du même système capitaliste

41 000 jeunes réunionnais, âgés de 15 à 29 ans, soit 26 % de cette classe d'âge, se retrouvent aujourd'hui sans emploi, sans études et sans formation.

Macron et son gouvernement nous ressassent depuis des années que pour lutter contre le chômage, il faut miser sur les formations. Mais le constat est là. À La Réunion, un jeune sur quatre en est privé, part pour la vie avec un boulet au pied et a de fortes chances de se voir exclu de toute activité professionnelle pen-

dant de longues années.

Quant à celles et ceux qui ont pu bénéficier de ces formations, d'autres mauvaises surprises les attendent dans les entreprises.

Ils se retrouvent tout de suite confrontés à la politique de bas salaires et d'exploitation de leurs forces de travail pratiquée par le patronat. Polyvalence et non reconnaissance professionnelle, telles sont les conditions qui leur sont imposées de plus en plus par les employeurs.

Les jeunes, qu'ils aient ou non un

travail, sont confrontés à l'absurdité du monde capitaliste qui écrase tout, terre et hommes, pour le profit d'une minorité d'exploiteurs qui nous mènent droit dans le mur.

Si la jeunesse en prend conscience, fait lever le vent de la révolte et s'organise pour se donner un avenir digne de ce nom elle peut entraîner toutes les couches populaires dans un profond bouleversement de la société.

Gestion de l'eau : un système qui coule

En cette période de sécheresse et de mesures de restriction de l'usage de l'eau en métropole, le rapport de l'Office français de la biodiversité sur la gestion de l'eau en France en 2020, publié au début de l'été est instructif.

On y apprend que 20% d'eau en moyenne se perdent dans les canalisations, et que les pertes peuvent aller jusqu'à 40% dans certains réseaux. Le rapport précise que cela représente l'équivalent de la consommation annuelle de 18 millions d'habitants.

Ces pertes sont dues notamment à l'âge des canalisations, qui datent pour beaucoup des années 1960 ou

1970 et atteignent un niveau d'usure important. Mais cela s'explique aussi par le manque d'entretien. Les fuites se retrouvent donc partout. Chaque année, on ne renouvelle que 0,67% du réseau, à ce rythme l'Office explique qu'il faudrait 150 ans pour le moderniser complètement !

Cela n'a rien d'étonnant : 70% du réseau d'eau sont délégués par les collectivités à des entreprises privées géantes, principalement Véolia, Suez et la Saur, qui réalisent des bénéfices importants : plus de 1,7 milliard d'euros pour Véolia l'année dernière.

Les redevances perçues par les agences de l'eau les financent. Ces

taxes sont payées à 90% par les ménages, bien que l'usage domestique de l'eau ne représente que 22% de l'eau produite. Les grandes entreprises de l'industrie et de l'agriculture, grandes consommatrices d'eau ne payent que peu de redevances.

Tant que l'eau se transforme en or dans les coffres-forts de Veolia et consort, l'incroyable gâchis des ressources en eau potable continue avec la bénédiction du gouvernement et une petite leçon de morale à la population, priée de penser à fermer le robinet en se lavant les dents.

Le capitalisme, ça pue !

La décharge de Bel Air à Sainte Suzanne devait fermer en 2015 pour cause de saturation. Sept ans plus tard, les dirigeants de la Cirest et de la Cinor, faisant passer leurs rivalités politiques devant les intérêts de la population, ont décidé de prolonger l'ouverture du centre d'enfouissement des ordures ménagères six années de plus... et d'autoriser l'exploitant (le groupe Suez) à faire grimper la montagne de déchets de 17 mètres supplémentaires, avec le risque d'un effondrement du sommet de la butte.

Quant aux riverains qui se plai-

gnent déjà, à juste titre, des odeurs insupportables et des nuées de mouches polluant leur environnement, ils ne sont pas au bout de leurs peines, car les ordures pourront être entreposées à présent jusqu'à 200 mètres de leurs habitations !

L'irresponsabilité des politiciens réunionnais a aussi aujourd'hui pour conséquence que les opérations de tri des ordures destinées à limiter de 70 % les volumes enfouis (coût : 85 millions d'euros) ne serviront à rien, car les déchets ultimes (les « CSR » - 70 000 tonnes) qui devaient servir à pro-

duire de l'électricité... seront finalement eux aussi enfouis, faute de coordination avec l'usine de production électrique de Bois Rouge !

Les politiciens se targuent de défendre l'environnement dans tous leurs discours. On voit ce qu'il en est. Au final, c'est la population qui paie les conséquences sur sa santé et sur le plan financier. Les actionnaires de Suez, eux, n'ont pas à s'en faire. Ils sont assis sur une montagne... de profits !

Magasins Run Market : 750 emplois en sursis

Alerté par la hausse des prix dans les magasins Run Market, le manque d'articles dans les rayons et les difficultés financières de l'enseigne, l'Observatoire des prix, des marges et des revenus de La Réunion (OPMR) a commandé une étude auprès du cabinet Bolonyocte consulting.

pour nom d'enseigne Run Market ».

L'OPMR déplore « un duopole totalisant à lui seul les 2/3 du marché constitué par les enseignes Carrefour [...] et Leclerc ».

L'OPMR prétend que cette « concentration accrue » se fait « au détriment des consommateurs locaux ».

Pendant la crise Covid, n'a-t-on pas assisté à la valse des étiquettes sous prétexte de difficultés d'approvisionnement ?

« La guerre en Ukraine » n'a-t-elle pas fait bondir le prix de la bouteille d'huile de 1,10 euros à 5 euros dans tous les magasins ? Et que dire du riz et des autres produits de consommation courante ?

Comme son nom l'indique, l'OPMR ne fait qu'observer une bataille acharnée des capitalistes de la grande distribution qui se partagent des parts de marché, mais se dit impuissant contre la hausse des produits qui étouffe les classes populaires.

L'OPMR s'en remet à l'État pour freiner les appétits de Carrefour et de Leclerc qui grossiraient avec la disparition de Run Market. Tout au plus, un semblant de régulation ferait les affaires des autres « petits » concurrents, mais ne sauverait pas les 750 emplois menacés par cette fermeture.

Les travailleurs de Run Market ne doivent pas servir de variable d'ajustement dans la guerre que se livrent entre eux les requins de la grande distribution.

Pour les mettre hors d'état de nuire les travailleurs comme les consommateurs ont tout intérêt à unir leurs forces.



Dans un communiqué, l'OPMR et le consultant constatent une « situation financière devenue critique, prélude quasi inéluctable à la disparition à très court terme du nouvel acteur de la distribution réunionnaise, le groupe Make Distribution, créé spécifiquement pour la reprise de 4 des hypermarchés acquis par GBH auprès de Vindémia, avec

Comme si plus de concurrence aurait fait chuter les prix !

D'ailleurs, la concurrence existe. Car outre Carrefour et Leclerc qui se partagent à eux deux pas loin de 70 % du marché, il y aussi Leader Price, U, etc.

Pour autant, les prix ne baissent pas. Bien au contraire ! Tous alignent leurs prix les uns sur les autres.

Prix alimentaires : Carrefour positive ses profits

Après Leclerc en France, Carrefour a annoncé le blocage des prix de 100 produits, du 22 août au 30 novembre, des « produits du quotidien » se vante l'enseigne. Alors que les hausses de prix des produits alimentaires sont de plus en plus souvent à deux chiffres, 16% pour les pâtes, 18% pour la farine, sur un an par exemple, Carrefour s'offre un bon coup de publicité.

Mais l'enseigne affirme sur son site que « les clients peuvent trouver

un assortiment de 20 000 à 80 000 références de produits alimentaires » dans ses hypermarchés. Autant dire que ce n'est pas le blocage des prix de 100 produits pendant quelques semaines qui va égratigner ses profits. Cela est même censé les maximiser et les hypermarchés sont des habitués de ce genre de coup. Auparavant, ils l'ont fait sur le prix des carburants, les vendant à prix coûtant, sacrifiant quelques euros par client pour que ceux-ci viennent faire leurs achats

dans leurs magasins.

Pour pouvoir vivre dignement, on ne pourra pas compter sur la « générosité » des patrons des hypermarchés ! Ce sont les salaires et les pensions qu'il faut indexer sur les prix des marchandises vendues par Carrefour et ses semblables, c'est le contrôle de toute la population qui doit s'exercer pour empêcher la valse des étiquettes.

Pédopsychiatrie : une absence de moyens criminelle

Dans une interview à France Inter, Marie-Rose Moro, spécialiste de l'Hôpital Cochin, a dénoncé l'état de la pédopsychiatrie en France.

Avant la pandémie, le nombre de jeunes dont la santé mentale était atteinte représentait de 8 à 10% d'une classe d'âge. La crise sanitaire et les confinements ont encore aggravé la situation et les structures en place, déjà insuffisantes, ont été débordées. Ainsi à l'hôpital Robert Debré, l'activité a doublé, voire triplé certains jours, les patients arrivant dans le service étant de plus en plus jeunes.

Depuis la fin de la crise sanitaire, le nombre de passages aux urgences pour un trouble mental, accompagné ou non d'un geste ou d'une idée suicidaire, n'est pas retombé. La pandémie et les confinements, la guerre, la crise climatique, les inquiétudes sur l'avenir plongent dans l'angoisse une partie de la jeunesse.

La réponse hospitalière n'est pas plus à la hauteur que pendant la crise sanitaire et ne permet pas d'évaluer et de suivre précisément chaque jeune suicidaire. Il faudrait des lits, du temps et des professionnels en nombre suffisant pour les suivre individuellement et prévenir le risque



Wikimedia Commons

d'un nouveau passage à l'acte. Au lieu de cela, les jeunes sont renvoyés chez eux, ou dans les services psychiatriques pour adultes pas adaptés. Les centres médicaux psychologiques de ville sont eux-aussi débordés et il faut des mois pour avoir un rendez-vous.

La santé des jeunes qui ne sont pas suivis correctement ne peut que

se détériorer. La situation de la pédopsychiatrie est connue de tous, des responsables des structures hospitalières au gouvernement. Les économies qu'ils font sur ces services, comme sur tant d'autres, sont criminelles. A l'image de la société qu'ils défendent et qui, pour des raisons budgétaires, sacrifie toute une partie de la jeunesse.

Doctolib : profits 2.0 et rebouteux.com

La plateforme de prises de rendez-vous médicaux Doctolib abrite et propose donc de fait les services de gens qui sont manifestement des charlatans.

Des médecins ayant protesté contre cette pratique, les responsables de la plateforme ont avancé que ce n'était pas à eux de trier entre les bonnes et les mauvaises médecines. Puis ils ont utilisé l'argument suprême de tous les capitalistes, qu'ils soient dans la cocaïne, l'automobile, la viande hachée ou l'armement : la demande existe, nous nous bornons à y répondre. Finalement le site a promis d'exclure les personnes dont les agissements seraient dangereux ou condamnables par la loi.

C'est bien le moins, d'autant que cette application, à but très lucratif, a été portée, soutenue, financée et finalement rendue quasi obligatoire par les pouvoirs publics. Elle a commencé à se développer vraiment lorsque l'APHP, les hôpitaux de Paris, lui a confié ses rendez-vous. Elle est devenue un monopole de fait quand l'Etat lui a délégué la gestion des rendez-vous pour la vaccination contre le Covid.

Au lieu de bénéficier des progrès que pourrait constituer la mise en réseau et l'informatisation du secteur médical, l'application sert de prétexte à la disparition des secrétaires médicales et à la multiplication des répondants téléphoniques indiquant

en boucle qu'il faut aller sur Doctolib ? Quant aux millions de personnes qui ne savent pas l'utiliser, elles sont réduites à demander à leur voisin et plus souvent à leurs petits-enfants de prendre leurs rendez-vous.

L'Etat s'est ainsi déchargé pendant l'épidémie d'un certain nombre de ses missions, tout en aidant quelques financiers à réaliser un placement intéressant. En labellisant de fait Doctolib, il a aussi au passage permis à des charlatans de profiter de sa caution. Mais, puisqu'il s'agit avant tout de faire de l'argent, on ne peut pas dire qu'elle soit réellement usurpée.

Jets privés : les paroles en l'air du ministre

L'indignation soulevée par les révélations sur les déplacements en jets privés de grands bourgeois, comme Bernard Arnault ou Vincent Bolloré, a forcé Clément Beaune, le ministre des Transports, à déclarer vouloir « réguler les vols en jet privé ». En révélant que les trajets dans les airs d'une seule journée d'un de ces grands patrons, polluent plus que dix ans de déplacements du quidam moyen, un coin de voile a été levé sur la consommation extravagante de ces grandes fortunes. Au-dessus du sol,

ils ont aussi au-dessus des lois : la loi « climat et résilience », qui interdit les vols quand une alternative en train de moins de 2 h 30 existe, ne s'appliquant pas aux jets privés.

Ce qui gêne le gouvernement dans toute cette affaire c'est, comme Clément Beaune l'a avoué lui-même, que « cela devient le symbole d'un effort à deux vitesses ». Au moment où le gouvernement présente l'addition aux classes populaires sous forme de « plan sobriété », cela fait désordre !



Karting à Fresnes : en piste pour un tour de démagogie

Une vidéo montrant des détenus faisant une course de karting à Fresnes a permis aux réactionnaires de toute obédience de se déchaîner. Une association de quartier avait organisé, fin juillet, des activités sportives mêlant des détenus, des jeunes du quartier et des gardiens. Le karting ne concernait que deux détenus et avait reçu l'aval des autorités et du ministère de la Justice.

Le Garde des Sceaux, Dupont-Moretti, a déclenché une enquête administrative en arguant que « La lutte contre la récidive passe par la réinsertion, mais certainement pas par le karting ! ». Mais de quoi parle ce

grand responsable des prisons, des prisonniers et des gardiens ? Moins de deux détenus sur dix sortent avec un projet de réinsertion, très peu ont la possibilité de travailler ou d'étudier, ils ne sortent parfois de leur cellule qu'une ou deux heures par jour pour la promenade. La contrôlée générale des lieux de privation de liberté a déclaré : « Ce qui me choque, moi, à Fresnes, c'est la surpopulation carcérale, ils sont trois dans une cellule de 40 degrés, et il y a toujours autant de rats, de punaises de lit et de cafards ! »

Les assauts de démagogie des perroquets qui condamnent les pré-

tendus loisirs des détenus au nom des difficultés des gardiens ou alors que les enfants des quartiers populaires ne vont pas en vacances sont à vomir. Les mêmes n'ont de cesse de bourrer les prisons et de les laisser pourrir, murs, prisonniers et personnel confondus. Les mêmes crachent sur les enfants des quartiers populaires à toute occasion, sucent les budgets des associations, ferment les piscines et les équipements collectifs, licencient les éducateurs après avoir laissé licencier les parents.

Ce monde est à l'image de ses prisons, peuplé de cafards de l'espèce banale et de l'espèce politicienne.

Migrants : à bas les frontières !

Des centaines de milliers de migrants veulent désespérément rejoindre la Grande Bretagne. 1 300 ont encore tenté la traversée lundi 21 août. Pour eux, Calais est bien souvent l'avant dernière étape ; mais pas la plus facile. Car, si des bénévoles se dévouent pour leur procurer un minimum d'eau, de pain et d'abri, les autorités font au contraire tout pour leur rendre la vie impossible.

Le préfet du Pas-de-Calais, récemment nommé, a interdit la distribution de vivres dans certaines rues. Les bénévoles en seront quittes à se déplacer. Mais ils ne cesseront pas leurs activi-

tés, tenant heureusement plus à la solidarité humaine qu'au respect des élucubrations de basse police.

Quant aux migrants, ils n'ont de toute façon pas le choix. Fuyant la misère et souvent la guerre, prêts à affronter tous les dangers, ils ne vont pas s'arrêter devant la casquette du Préfet, ni même devant ses policiers. Au-delà de ce lamentable épisode et de tous les autres, à toutes les frontières, devant toutes les barrières et tous les murs du monde, tous doivent pouvoir circuler librement, et pas seulement les milliardaires !



Spectacles, exposé scientifique, librairie, table de presse...

La rentrée de Macron : les professionnels de la lutte de classe

Si cet été rien n'était prévu contre les incendies, les pénuries d'eau, le manque d'enseignants, pour la rentrée, le gouvernement fait preuve de professionnalisme dans la guerre sociale qu'il nous prépare : obligation de travail pour les titulaires du RSA, réduction des indemnités de chômage et relèvement des critères pour y avoir droit, recul de l'âge de la retraite sont au programme. Il n'est certes pas difficile de faire approuver ces projets par le patronat, grand, moyen et petit. Il n'y trouve en effet que des avantages, depuis la pression générale sur les salaires jusqu'à la fourniture de main d'œuvre gratuite. Mais Macron voudrait bien aussi faire passer ces mesures auprès de la masse des exploités qui, pourtant, ont tout à y perdre.

Aussi aux arguments pseudo économiques et aux calculs invérifiables s'ajoutent les reportages sur les patrons qui ne trouvent pas de salariés, les campagnes sur la nécessité de travailler plus, plus longtemps et, pourquoi pas, pour moins cher, les

flots de larmes patriotiques sur la compétitivité des entreprises françaises. C'est une campagne politique visant à tenter de diviser les exploités entre les embauchés et les précaires, les permanents et les saisonniers, ceux qui ont un contrat et ceux qui en cherchent un, les jeunes et les vieux. Le pouvoir veut aussi opposer entre elles toutes les catégories, multipliées à l'infini, de ceux qui ont droit, on non, à telle ou telle aide. Si les aumônes n'ont jamais réellement sorti qui que ce soit du besoin, elles constituent en revanche le terrain rêvé de la zizanie et c'est aussi pour cela qu'elles existent.

Aucun travailleur n'a en effet exactement la même situation que son voisin de palier ou son collègue. Mais tous ont un commun de faire partie de la grande classe des producteurs, de ceux qui font tout fonctionner et qui sont aussi indispensables qu'ils sont interchangeables et que leur situation est, en fait, précaire.

Masquer ce fait, faire disparaître

l'unité de la classe travailleuse, fait partie du travail que la classe possédante attend de Macron.



Accidents du travail : pas de trêve estivale

Deux ouvriers, âgés de 43 et 47 ans, sont morts le 22 août sur leur lieu de travail à Auby, près de Douai dans le Nord en France. Ils s'ajoutent à la liste macabre des victimes de l'exploitation, dans un monde du travail qui produit toutes les richesses la société, et y laisse souvent sa santé, et parfois sa vie.

Ces deux ouvriers, employés d'une société de transport de matières dangereuses, se trouvaient dans une cuve dont ils étaient chargés de la maintenance et des réparations. Pour une raison encore inconnue, la cuve n'avait pas été au préalable nettoyée des résidus des produits qu'elle contenait. Ils sont morts asphyxiés par des émanations de gaz.

En France, en moyenne, deux ou trois travailleurs meurent chaque jour d'accidents du travail. Du moins si on s'en tient aux chiffres publiés par la Sécurité sociale, qui en a dénombré 733 en 2019 auxquels, il faut rajouter 283 décès d'accidents de trajet entre le domicile et le lieu de travail.

Cette hécatombe - qui n'inclut pas les milliers de décès annuels dus aux cancers professionnels, survenant parfois des dizaines d'années après l'exposition à des substances toxiques, comme l'amiante ou les solvants par exemple - n'est pas considérée comme une priorité par les autorités qui n'ont jamais mis en place de système de recensement rapide de ces accidents : les derniers

chiffres disponibles datent de 2019...

Elle est du même ordre de grandeur que les homicides, mais les médias n'en font qu'extrêmement rarement leur une. Les ministres du Travail successifs ne s'en n'émeuvent jamais et ne se déplacent pas sur le lieu d'un drame dont a été victime un salarié. Les autorités considèrent l'autorité patronale comme sacrée, l'exploitation comme normale et les accidents qui en sont la conséquence comme une fatalité.

Pourtant des dizaines de millions de salariés vont chaque jour au travail pour gagner leur vie, pas pour la perdre.

Solidarité avec les femmes afghanes !

Samedi 13 août plusieurs dizaines de femmes ont manifesté dans les rues de Kaboul, la capitale afghane, pour dénoncer la dictature que leur imposent les Talibans depuis un an qu'ils sont revenus au pouvoir.

Ces dernières les ont en effet coupées du droit au travail, du droit à l'éducation, du droit à sortir de chez elles si elles ne sont pas accompagnées par un homme de leur famille. Ils leur imposent à présent le port de la burqa (voile intégral) dans les lieux publics. Ils visent en fait à rendre les femmes invisibles dans la société et à en faire des esclaves des hommes.

C'est contre cette violence institutionnelle des Talibans que ces

quelques dizaines de femmes courageuses ont osé manifester. Cela a déboulé aux barbus armés jusqu'aux dents qui ont sorti leurs armes et ont tiré en l'air à balles réelles pour disperser les manifestantes criant « *Pain, travail et liberté* », mais aussi « *Le 15 août (date la prise du pouvoir par les Talibans) est un jour noir* » et « *Justice, justice. Nous en avons marre de l'ignorance* ».

Des manifestantes ont été pourchassées par les islamistes enragés jusque dans les magasins où elles avaient trouvé refuge et les ont frappées à coup de crosse de fusils.

Ces fascistes veulent mettre au pas la moitié de l'humanité au nom de leurs préjugés moyenâgeux.

Un an après le retrait de l'armée américaine, les talibans écrasent les Afghans, en particulier les Afghanes privées de tout droit.

Les États-Unis et leurs alliés occidentaux, dont la France, portent une responsabilité directe dans cette situation. Pendant des décennies, ils ont alimenté les guerres qui ont ravagé le pays et soutenu divers seigneurs de guerre, face auxquels les talibans se sont imposés. Durant 20 ans, les États-Unis ont occupé le pays avant de le quitter en laissant une crise économique épouvantable, aggravée par le blocus et le gel des avoirs du pays.

Le règne de l'impérialisme, c'est celui de la barbarie.

DANS LES ENTREPRISES

Usine de Bois Rouge : les ouvriers en grève

Depuis le 16 août, les ouvriers de l'usine sucrière de Bois Rouge se sont mis en grève. Celle-ci a pris fin le 24 août sur une victoire des grévistes.

prime de démarrage de 1000 euros, 45 centimes par tonne de cannes livrées sur la «recette énergie» que perçoit Tereos de l'État, la révision de la grille salariale et l'allongement

de leurs conditions de travail. Un pontier, par exemple, qui manipule les grappins à plus de 25 mètres de haut, racontait qu'il travaille 8 heures d'affilée sans effectuer de pause ; souvent il ne prend pas le temps de manger ou encore évite de stopper les machines pour descendre faire ses besoins par crainte des réprimandes du chef de quart. Un autre parlait d'ouvriers qui ont été gravement blessés pour s'être exposés à des vapeurs chaudes et toxiques en débouchant des conduites, etc.

Le mouvement des ouvriers a paralysé l'usine qui était à l'arrêt. Les cannes livrées avant la grève par les planteurs à l'usine même et sur les plateformes de réception de la région Est n'étaient donc pas traitées. Elles ont perdu de la valeur.

De leur côté, les syndicats des planteurs qui ne souhaitaient pas interférer dans le conflit, ont demandé à Tereos de régler au plus vite ce problème de « management » interne à l'usine.

Ils ont fait appel à un huissier pour constater les pertes sur les plateformes dans le but de se faire in-



Les travailleurs avaient d'abord fait une journée de débrayage pour mettre au grand jour les agissements insupportables d'un cadre à l'égard des ouvriers sous sa responsabilité. Mais face au refus de la direction de prendre quelque mesure que ce soit contre un des siens, la journée de protestation s'est transformée en grève et les grévistes ont inscrit d'autres revendications à leur cahier. Les travailleurs réclamaient une

de la durée de travail des saisonniers pénalisés par la mobilisation des planteurs au mois de juillet qui a retardé le démarrage de la campagne sucrière. Cette revendication est en signe de solidarité avec les travailleurs saisonniers qui risquent de ne pas avoir le nombre d'heures suffisant pour toucher l'allocation chômage à la fin de leur contrat.

Sur le piquet de grève les ouvriers ont aussi « vidé leur cœur » en par-

demniser par l'usiner.

Celui-ci, pour tenter de calmer le jeu, a proposé aux grévistes de laisser une équipe d'ouvriers redémarrer l'usine pour broyer les cannes au sol...sans rien en contrepartie.

Les grévistes ont coupé court à sa manœuvre. Et après plusieurs rencontres infructueuses avec la direc-

tion, ils obtenu un rendez-vous avec l'inspection du travail mardi 23 pour une demande de médiation.

Il a fallu deux jours de négociations pour que Tereos accorde les 1000 euros de prime. En ce qui concerne les saisonniers, leur situation sera étudiée au cas par cas. À propos du cadre mis en cause, une

enquête « approfondie » sera réalisée. Tereos n'a rien lâché sur la « recette énergie ».

Le travail a repris à l'usine et dans les champs.

La lutte des travailleurs a payé !

DANS LE MONDE

GRANDE-BRETAGNE

La vague de grèves prend de l'ampleur

Les grèves qui ont commencé au début de l'été se multiplient outre-Manche, la plupart du temps pour des augmentations de salaires. Il faut dire que l'inflation, aujourd'hui de 12 %, le plus fort taux des pays riches, devrait atteindre 18 % en janvier prochain, que les salaires ne suivent pas, et que les capitalistes font des profits exceptionnels.

Les 18, 19 et 20 août, les grèves des transports ont été largement suivies. Les lignes de chemin de fer concernées et les transports londoniens étaient paralysés. Ce succès était attendu : en juillet, 86 à 99 % des cheminots consultés avaient voté pour la grève. Ces grèves rencontrent le soutien de la population, y compris parmi les usagers.

Dimanche 21 août, environ 2000 dockers du port de Felixstowe, dans le Suffolk, par lequel transitent 40 % du trafic de conteneurs du pays, se sont mis en grève pour huit jours. C'est la première grève depuis trente ans : les dockers exigent plus que les 7 % d'augmentation proposés par la direction, largement en-dessous de l'inflation.

La semaine dernière, 72 % des postiers ont participé à la consultation organisée par leur syndicat, et 99 % des votants se sont prononcés pour la grève, qui commencera les 28 et 31 août. A Edimbourg, les éboueurs sont en grève depuis une semaine. Les travailleurs du NHS, le système national de santé, des collec-



WSWS

Travailleurs du rail en grève à Bournemouth, au sud de l'Angleterre

tivités locales et de l'éducation, sont également en train de voter sur une grève en septembre.

Ces différentes grèves sont organisées sans coordination et de façon bureaucratique, les privant d'une force qui poserait d'autres problèmes au gouvernement et au patronat. Dans les chemins de fer, par exemple, les trois syndicats posent des préavis à des dates différentes. Cette dispersion freine la dynamique du mouvement en cours.

Signe que le mécontentement est pourtant fort, des grèves « sauvages » se sont produites dans des secteurs où les syndicats sont moins présents, comme chez Amazon, dans le raffinage et le bâtiment.

Le gouvernement est aux abonnés absents, et le premier ministre démissionnaire Boris Johnson, en vacances en Grèce. Mais Liz Truss, candidate à la direction du parti conservateur et qui espère donc devenir Première mi-

nistre le 5 septembre, singeant son idole, Margaret Thatcher, annonce qu'elle s'attaquera aux « syndicalistes qui prennent le pays en otage ».

Quant à la direction du parti travailliste, dont les syndicats sont pourtant les principaux bailleurs de fonds, elle ne veut surtout pas afficher de soutien aux grévistes, et tient à faire la preuve de sa responsabilité pour l'alternance. Un député travailliste a récemment été sanctionné par le dirigeant Keir Starmer, pour le simple fait d'être allé sur un piquet de grève.

Pour que les travailleurs britanniques imposent leur droit à une vie digne, espérons que cette vague de grèves prenne encore de l'ampleur, et que les grévistes ne se laissent, ni impressionner par le zèle du gouvernement à l'égard des capitalistes, ni abuser par leurs faux-amis travaillistes.

Darmanin se vautre dans la surenchère sécuritaire et xénophobe

Le double ministre de l'Intérieur et de l'Outremer Gérard Darmanin accompagné de son ministre délégué à l'Outremer Jean-François Carenco se sont rendus à Mayotte pour trois jours, du 21 au 23 août pour...lutter contre l'immigration dite clandestine, accusée d'être la cause de l'insécurité dans l'île.

Darmanin promet de frapper fort dans tous les sens du terme. Il veut réduire « *drastiquement* » le droit du sol, « *lutter contre l'attractivité sociale et administrative du territoire* », « *offrir un lieu de sanction et d'éducation* » aux enfants que la loi ne permet pas de garder en prison ou encore « *d'étudier la possibilité d'utiliser des armes intermédiaires* » utilisées lors des émeutes car la police n'a « *pas la possibilité de tirer à balle réelle* » comme pour les adultes.

Darmanin veut accentuer la chasse aux Comoriens, en particulier les Anjouanais, qui fuient la misère dans leurs pays pour Mayotte en espérant y vivre un peu mieux.

Il se réjouit que depuis 2017, le gouvernement Macron a augmenté le

nombre de policiers et gendarmes de 50%, multiplié par 3 les bateaux intercepteurs des kwassa-kwassa et qu'un avion assure une surveillance quotidienne du territoire.

Le gouvernement utilise ses forces de répression pour traquer les pauvres y compris les enfants, accusés d'être à l'origine de violences et de troubles à Mayotte.

Comme leurs prédécesseurs, Macron et Darmanin prennent les Comoriens comme boucs-émissaires afin de dévoyer la colère des Mahorais qui vivent dans le département le plus pauvre de France où le chômage sévit, où les habitations des travailleurs sont des bidonvilles, où l'eau potable est un luxe, où l'unique hôpital de la capitale Mamoudzou et la maternité n'arrivent pas à faire face à l'afflux des patients, où les écoles manquent à tel point que les cours se font par alternance le matin et l'après-midi pour tenter d'accueillir tous les élèves.

Les classes populaires des Comores et de Mayotte sont, les unes autant que les autres, les victimes de la politique coloniale et post-colo-

niale de l'État français qui a maintenant volontairement toutes les îles de cet archipel dans un état de sous-développement en y maintenant l'ordre par la force (les Comores ont connu une vingtaine de coups d'État entre 1975 et 2001, souvent perpétrés par le mercenaire Bob Dénard à la solde de l'État français) uniquement pour s'assurer le contrôle géo-stratégique du Canal de Mozambique pour le compte de l'impérialisme français.

Par sa politique, la France a contribué à instaurer une dictature aux Comores qui s'exerce contre la population pauvre. Elle a attisé les tensions et la haine entre des peuples frères pour le plus grand profit des exploiters et de l'extrême droite à Mayotte.

Et aujourd'hui un Darmanin cherche à servir sa minable ambition politique en soufflant sur les braises d'un foyer explosif d'inégalités et de misères dont lui et ses pairs sont entièrement responsables.

Mayotte : département français vraiment ?

Les prix ne cessent de grimper dans le département. Celui de la bouteille de gaz s'affiche ainsi à 27 € (Réunion : 15 €). Celui du litre de super à 1,89 € (Réunion : 1,79 €), du litre de gazole : 1,52 € (Réunion : 1,49 €). La crise a offert l'occasion aux capitalistes de la distribution de faire flamber leurs prix à un niveau supérieur encore à ceux pratiqués en France ou à La Réunion. Ce n'est pas pour autant que le gouvernement a aligné le Smic mahorais sur le Smic national.

Le Smic horaire brut mahorais est resté figé à 8,35 € tandis que le national a été porté ce 1er août dans tous les autres départements à 11,08 €.

Les travailleurs mahorais sont discriminés.

Par ailleurs, l'hôpital est saturé et le nombre de lits disponibles pour 1000 habitants (1,56) représente à peine 40 % de celui de la France métropolitaine.

La SMAE, société chargée de la distribution d'eau potable la par la collectivité n'ayant toujours pas réalisé les investissements promis (deuxième usine de dessalement, construction de nouvelles retenues d'eau de pluie), elle impose aux quartiers pauvres plusieurs jours de coupures hebdomadaires. Si l'eau coule au compte goutte au robinet à Mayotte, le prix du mètre cube d'eau

atteint des sommets, car il est facturé le double du métropolitain.

À cela on peut ajouter le fort pourcentage de logements précaires, insalubres, surpeuplés, dépourvus d'eau et de raccordement au réseau électrique.

Tout cela découle de l'abandon dans lequel est laissée la majorité de la population mahoraise par le gouvernement et les autorités locales. Une situation dont parvient à profiter cependant une seule classe : la classe capitaliste.

Gestion catastrophique du pays par la bourgeoisie

LO



À Madagascar l'État a baissé ses dépenses publiques de 44 % entre 2007 et 2011. Son budget d'investissement est le plus faible au monde et s'élève seulement à 20 dollars par an et par habitant.

Ce déficit d'investissements étatiques a pour origine la faiblesse, voire la quasi absence de levée d'impôts sur les sociétés et les plus riches.

Ces derniers effectuent leurs trafics sans aucun contrôle de l'État et encore moins de la population laborieuse. L'État malgache se retrouve aujourd'hui dans l'incapacité totale de répondre aux besoins de sa population dans les domaines aussi essentiels que le logement, les transports routiers et ferroviaires, la santé ou l'éducation nationale et, pour les couches les plus pauvres, l'alimentation.

Des régions entières restent enclavées, incapables de livrer leurs productions agricoles à d'autres, faute de routes carrossables ou de voies ferrées.

Ce mois d'août les 200 salariés de la compagnie ferroviaire Finarantsoa de l'Est (FCE) se sont mis en grève. Ils ne sont plus payés depuis novembre 2021 ! Soucieux de maintenir malgré tout l'existence de cette ligne, ils ont réparé de leurs mains les dégâts qui lui ont été causé par les récents cyclones, mais n'ont pas reçu

un ariary de l'État !

Le pourcentage de Malgaches ayant accès à l'électricité s'est abaissé de 19,14 % en 2009 à 11,54 % en 2012, dont seulement 4,82 % en milieu rural. Aucun investissement dans de nouveaux moyens de production d'énergie n'est fait depuis des décennies. Les quelques groupes de production thermique, à bout de souffle, tombent régulièrement en panne privant d'électricité simples citoyens et entreprises.

En 2021, 97 % des enfants de 10 ans étaient dans l'incapacité de lire et de comprendre un texte court. Il faut dire que l'État malgache a renoncé à s'occuper de la formation et de la rémunération des maîtres. Cette charge échoit donc aux collectivités locales dépourvues de moyens financiers. Ce qui fait que 80 % de ces maîtres ne sont pas fonctionnaires, ne disposent pas du niveau de formation nécessaire pour enseigner et sont souvent sans salaires, eux aussi, pendant des mois.

Plus grave encore, plusieurs millions de Malgaches, surtout dans le sud de l'île, souffrent de la faim et n'ont d'autre solution que de migrer vers le nord de l'île pour échapper au pire.

Le président Rajoelina, comme ses prédécesseurs, se révèle incapable de sortir le pays de ce borbier. Af-

fairiste, il est à l'image de cette bourgeoisie parasitaire qui entretient le nationalisme, mais courbe la tête devant les grands pays impérialistes et leurs grands groupes capitalistes. Ils se retrouvent à la merci de leur institution financière, le FMI, qui ne leur accorde des prêts que pour mieux étrangler la population malgache avec l'arme de la dette.

Seule une révolution menée par la classe ouvrière des villes et des campagnes, expropriant les exploités et réorganisant l'économie pourrait mettre un terme à ce désastre !

ABONNEMENT

12 mois : 20 € / 6 mois : 12 €
Je souhaite m'abonner au journal *Lutte ouvrière - Île de La Réunion* pour une période de.....mois

NOM:

.....

Prénom :

.....

Adresse:

.....

.....

Ci-joint par chèque la somme deeuros

Pour nous contacter :

Lutte ouvrière

BP 184

97470 SAINT-BENOÎT

e-mail : contact@lutte-ouvriere-ile-de-la-reunion.org



Impression spéciale *Lutte ouvrière*
Commission paritaire n°
1019C85576

Directeur de publication : Didier Lombard

Tirage : 100 exemplaires
ISSN : 2552-7282